

Une ville se doit d'être à l'image de sa communauté, à l'image des gens qui occupent et qui habitent le territoire, c'est l'essence même de la mission de l'Office de consultation publique. En ce sens, l'enjeu du terrain vague dans Hochelaga-Maisonneuve devrait davantage attirer l'attention de nos gouvernements. En effet, ce combat opposant un individu (Charles Raymond) à l'ensemble d'un quartier (voisin-e-s, commerçant-e-s, élu-e-s, etc.) tire de l'absurde. En tant que citoyenne résidant dans le quartier, ma voix devrait être entendue et prise en considération lors de l'élaboration de méga projets qui s'installent dans ma cour. Or les instances mises en place par la ville n'ont jamais été réellement démocratiques et c'est un énorme problème. Si la ville n'octroie pas de leviers d'influence suffisants à ses citoyen-ne-s, ces derniers-ères seront obligé-e-s de se les procurer elleux-même à travers des moyens alternatifs. Si l'Office de consultation publique est sérieux dans ses démarches, il est de son devoir de faire pression sur le dossier du terrain vague, car si les inquiétudes et les objections des citoyen-ne-s continuent d'être étouffées, l'Office de consultation perdrait toute sa légitimité aux yeux du quartier. Il ne s'agirait que d'une autre instance de surface qui relève du « politically correct » mais qui ne cherche pas à opérer de changement concret. D'ici 2050, j'espère que les citoyen-ne-s auront l'espace pour activement participer à la cocréation de leurs infrastructures en fonction de leurs besoins et de l'utilisation qu'ils font d'un lieu ou d'un service.